

1636 W 37

PREFECTURE DE L'ALLIER
Direction des Droits Individuels
et des Libertés Publiques
2ème Bureau

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° 1513 /93

ARRETE PREFECTORAL

* * * * *

relatif aux mesures de police applicables
sur l'Aérodrome de Moulins-Montbeugny

* * * * *

Le Préfet de l'Allier,
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code des Communes ;

Vu le Code Pénal ;

Vu le Code de l'Aviation Civile ;

Vu le Code des Douanes ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code des P. et T. ;

Vu la loi n° 72-1138 du 22 décembre 1972 relative à la compétence territoriale du Ministère Public et des juridictions répressives sur certains aérodromes ;

Vu le décret n° 60-652 du 28 juin 1960 portant organisation des services extérieurs métropolitains de l'Aviation civile, modifié par le décret n° 73-287 du 13 mars 1973 ;

Vu le décret n° 74-78 du 1er février 1974 relatif aux attributions des préfets en matière de maintien de l'ordre sur certains aérodromes ;

Vu le décret n° 73-1007 du 31 octobre 1973 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu le décret n° 74-77 du 1er février 1974 relatif à la police de l'aérodrome qui autorise la création de secteurs à l'intérieur des zones publiques et réservées (article R.213-3 et R.213-4) ;

.../...

Vu l'arrêté du 27 décembre 1977 autorisant la création de l'aérodrome de Moulins-Montbeugny ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 1981 de M. le Préfet de Région, Commissaire de la République de la Région Auvergne ouvrant à la circulation aérienne publique l'aérodrome de Moulins-Montbeugny ;

Vu la convention article L.221-1 du Code de l'Aviation Civile en date du 6 décembre 1979 entre l'Etat et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Moulins-Vichy relative à l'aménagement de l'aérodrome ;

Vu la circulaire ministérielle AC 48 DBA en date du 28 août 1975 relative aux arrêtés préfectoraux fixant les mesures de police applicables sur les aérodromes ;

Vu la circulaire ministérielle AC 49 DBA du 28 août 1975 relative à la délivrance des titres d'accès sur les aérodromes ;

Vu l'instruction n° 497 SGAC/CAB/D du 27 février 1974 relative à la mise en oeuvre des mesures de sûreté sur les aérodromes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1334/83 du 14 mars 1983 relatif aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de Moulins-Montbeugny ;

Vu la circulaire interministérielle AC n° 508/SBA du 13 novembre 1992 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1ER : L'arrêté préfectoral n° 1334/83 du 14 mars 1983 relatif aux mesures de police applicables sur l'aérodrome de Moulins-Montbeugny est modifié ainsi qu'il suit :

"Article 8 : Conditions de circulation"

Les conducteurs de véhicules circulant ou stationnant dans les limites de l'aérodrome sont tenus d'observer les règles générales de circulation édictées par le code de la route.

Ils doivent également se conformer à la signalisation existante et obtempérer aux injonctions que peuvent leur donner les agents relevant du service chargé de la circulation aérienne, les fonctionnaires de la police, les militaires de la gendarmerie et les agents des douanes.

Article 9 : Conditions de stationnement

Les véhicules ne doivent stationner qu'aux emplacements réservés à cet effet, tant dans la zone publique que dans la zone réservée. Tout stationnement est interdit en dehors de ces emplacements.

La durée du stationnement est strictement limitée à la durée de la présence sur l'aérodrome de la personne qui utilise le véhicule ou, s'il s'agit de véhicules appartenant à des passagers aériens, à la période comprise entre leur départ et leur retour.

Le stationnement peut, selon les emplacements, être limité à une durée particulière, annoncée par une signalisation appropriée.

L'autorité compétente visée à l'article L. 282-7 fixe :

- les limites des parc publics,
- les emplacements affectés aux véhicules de service et aux véhicules des personnels travaillant sur l'aérodrome,
- les emplacements spéciaux affectés aux taxis, voitures de louage, voitures de remise et véhicules de transport en commun,

ainsi que les conditions d'utilisation de ces différents emplacements.

L'usage des parcs de stationnement des véhicules privés et des emplacements réservés aux taxis, aux voitures de louage, aux voitures de remise et aux véhicules de transport en commun peut être subordonné au paiement d'une redevance.

Sur prescription d'un officier de police judiciaire, les véhicules en stationnement irrégulier peuvent, aux frais de leur propriétaire, être mis en fourrière, en un lieu déterminé par l'officier de police judiciaire territorialement compétent. Ils ne seront rendus à leur propriétaire qu'après remboursement des frais exposés pour leur enlèvement et paiement d'une redevance pour l'emplacement occupé.

Les véhicules enlevés des secteurs sous contrôle de frontière doivent être présentés au contrôle douanier avant d'être transférés dans la zone publique. L'enlèvement des véhicules immatriculés à l'étranger ou sous régime suspensif, qui seraient abandonnés en zone publique, est subordonné à la même obligation."

ARTICLE 11 : Règles spéciales de circulation en zone réservée

Les conducteurs doivent faire preuve de toute la prudence rendue nécessaire par les risques particuliers inhérents à l'exploitation de l'aérodrome.

La vitesse est limitée de telle façon que le conducteur reste maître de son véhicule. Elle ne doit en aucun cas être supérieure aux limitations fixées par le Directeur de la Région de l'Aviation Civile SUD-EST ou son représentant responsable du District Aéronautique "AUVERGNE".

Les conducteurs sont également tenus de laisser, dans tous les cas, la priorité aux avions et d'obéir aux injonctions que peuvent leur donner les agents relevant du service de la circulation aérienne, les fonctionnaires de la police, les militaires de la gendarmerie et les agents des douanes.

ARTICLE 2 : Le reste est sans changement.

ARTICLE 3 : **Publication du présent arrêté**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Allier et affiché sur l'aérodrome ainsi que dans les mairies des communes limitrophes de l'aérodrome (Montbeugny, Toulon-sur-Allier, Yzeure).

ARTICLE 4 : **Application du présent arrêté**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur de la Région de l'Aviation Civile Sud-Est, le Délégué Régional de l'Aviation Civile pour l'Auvergne, le Directeur Départemental de l'Equipeement de l'Allier, le Lieutenant-Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Allier, le Commissaire Divisionnaire, Chef du Secteur Sud-Est de la Police de l'Air et des Frontières, le Directeur Régional des Douanes, le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Moulins-Vichy, les maires des communes de Montbeugny et de Toulon-sur-Allier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Moulins, le 24 MARS 1993



Le Préfet,

~~Pour le Préfet~~

~~Le Secrétaire Général~~

Jacques MILLON